

**La Présidente de la CCR-UEMOA
renforce les alliances stratégiques**



Sommaire

- ✓ Concours Tremplin Start-Up UEMOA : Une 3^{ème} édition couronnée de succès
- ✓ 26^{ème} Assemblée Générale de la CCR-UEMOA
- ✓ La CCR-UEMOA marraine de la dixième édition du Salon des Banques et PME de l'UEMOA
- ✓ Interview de Monsieur Youépéné Hermann NAGALO, Secrétaire Permanent du Salon des Banques et PME de l'UEMOA
- ✓ Dossier spécial Guinée Bissau

L'ÉDITO DE LA PRÉSIDENTE



Madame Hélène Maria José
NOSOLINI EMBALO

Chers (es) lecteurs (rices),

L'année 2025 est déjà bien avancée, et avec elle, de nouveaux défis mais aussi de nouvelles opportunités s'offrent à nous. L'année écoulée a été marquée par des tensions sociopolitiques et sécuritaires qui ont fragilisé notre sous-région, impactant le dynamisme du secteur productif et mettant à rude épreuve le secteur privé communautaire. Dans ce contexte exigeant, je tiens à exprimer toute ma solidarité envers ceux qui ont traversé des moments difficiles et à saluer la résilience des entrepreneurs et des acteurs économiques qui, malgré les obstacles, continuent d'innover et de contribuer à la croissance de notre Union.

Ce début d'année est également l'occasion d'adresser, à chacune et à chacun d'entre vous, mes meilleurs vœux de succès et d'accomplissement, tant sur le plan personnel que professionnel. Que cette année soit celle du renforcement de nos ambitions et de la concrétisation de nos objectifs communs.

Cette édition de notre Newsletter met à l'honneur la **Guinée-Bissau**, pays hôte, A travers l'exemple du **Centre Kau Criar**, un projet ambitieux qui met en lumière l'innovation et l'entrepreneuriat des jeunes, piliers du développement économique en Guinée-Bissau. Cet espace dédié à l'innovation sociale favorise un impact durable en soutenant des initiatives locales porteuses de transformation et de progrès. Cette parution fait également un éclairage particulier sur le rôle essentiel des femmes entrepreneurs dans le développement du secteur privé. Vous découvrirez les témoignages inspirants de **Madame Maria Chehad**, Vice-Présidente de l'Association des Femmes à activités Économiques en Guinée-Bissau (AMAE), et de **Madame Hadiza Djaló**, Promotrice du Centre de l'éducation infantile HAMAR. Ces femmes dynamiques incarnent l'engagement, la persévérance et la créativité qui animent l'entrepreneuriat féminin en Guinée-Bissau.

Nous vous proposons également une interview du **Secrétaire Permanent du Salon des Banques et PME de l'UEMOA**, événement dont la CCR-UEMOA a eu l'honneur de parrainer la dixième édition à Bissau.

Par ailleurs, ce numéro revient sur la **26^{ème} session de l'Assemblée Générale Ordinaire de la CCR-UEMOA**, dont les conclusions des travaux sont présentées dans cette édition.

Enfin, cette édition met en lumière le concours « **Tremplin Start-Up** », une initiative ambitieuse de la Commission de l'UEMOA en collaboration avec la CCR-UEMOA, visant à promouvoir l'innovation et la compétitivité des start-ups au sein de l'Union. Ce concours illustre notre volonté d'encourager une dynamique sous-régionale forte et de valoriser les jeunes entreprises capables de relever les défis économiques de demain.

Je renouvelle à tous et à toutes mes vœux de réussite, de paix et de solidarité pour cette nouvelle année. Que 2025 soit une année de progrès et d'espoir pour l'ensemble des populations de notre Union.

Que Dieu nous protège et nous accorde la santé ainsi qu'à nos familles.

Bonne lecture de votre newsletter !

Concours Tremplin Start-Up UEMOA : une 3^{ème} édition couronnée de succès

La 3^{ème} édition du concours Tremplin Start-Up UEMOA s'est déroulée en 2024 avec une cérémonie de remise de prix dans chaque pays membre de l'UEMOA, marquant une nouvelle étape dans le soutien aux jeunes entreprises innovantes de la sous-région. Cet événement, qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Régionale pour l'Amélioration du Climat des Affaires (IRCA) de l'UEMOA, vise à promouvoir l'entrepreneuriat et à renforcer le dynamisme du secteur privé au sein de l'Union.



Une initiative structurée pour accompagner l'innovation

Lancé en 2021, le concours Tremplin Start-Up UEMOA a pour objectif de détecter et d'accompagner les jeunes entreprises à fort potentiel dans les huit États membres de l'Union. Grâce à un processus rigoureux de sélection et d'accompagnement, cette compétition permet aux start-ups de bénéficier de formations, de mentorat et d'un accès facilité aux financements. Elle constitue ainsi un levier stratégique pour le renforcement de l'écosystème entrepreneurial sous-régional.

Un concours pour récompenser l'excellence

Le concours est organisé en plusieurs étapes : une phase de sélection nationale dans chaque pays membre, suivie d'une finale régionale réunissant les meilleures start-ups. Pour cette 3^{ème} édition, l'accent a été mis sur les Industries Culturelles et Créatives (ICC), un secteur clé pour la valorisation du patrimoine culturel et artistique de la sous-région. **Parmi les distinctions de cette édition, cinq (5) prix sous-régionaux ont été décernés :**

- **Prix d'excellence Diamant :** remporté par la start-up ivoirienne « C nos origines », dotée d'une récompense de 15 000 000 FCFA ;
- **Prix d'excellence Platine :** attribué à la start-up burkinabè SANNBIZ, qui a reçu 13 000 000 FCFA ;
- **Prix d'excellence Or :** décerné à Maison Funke SAS du Bénin, avec une dotation de 12 000 000 FCFA ;
- **Prix d'excellence Argent :** remporté par une start-up sénégalaise, primée à hauteur de 11 000 000 FCFA ;
- **Prix d'excellence Bronze :** attribué à une start-up malienne.

En plus de ces distinctions, des prix d'encouragement ont été octroyés aux jeunes entreprises ayant démontré un fort potentiel de croissance et d'innovation.

Un levier pour la croissance des start-ups

Les lauréats du concours bénéficient non seulement d'un soutien financier, mais aussi d'un accompagnement technique et stratégique. Ce programme leur permet de structurer leur développement, d'accéder à des marchés plus vastes et de nouer des partenariats stratégiques. L'UEMOA, en collaboration avec ses partenaires techniques et financiers, œuvre pour pérenniser cette initiative et en maximiser les impacts sur les économies locales.

Un appel à l'action pour l'écosystème entrepreneurial

A travers ce concours, l'UEMOA réaffirme son engagement à soutenir le développement des start-ups et à favoriser un climat des affaires propice à l'innovation et à la croissance. Le succès de cette 3^{ème} édition du concours Tremplin Start-Up UEMOA témoigne de la vitalité et du dynamisme des jeunes entrepreneurs de la sous-région, ainsi que de l'importance des synergies entre le secteur public, le secteur privé et les structures d'accompagnement. Le concours Tremplin Start-Up UEMOA continue ainsi de s'imposer comme un tremplin pour l'innovation et l'excellence entrepreneuriale dans la sous-région, avec pour ambition de renforcer durablement la compétitivité des économies de l'Union.

La CCR-UEMOA, marraine de la dixième édition du Salon des Banques et PME de l'UEMOA

Interview de Monsieur Youépéné Hermann NAGALO, Secrétaire Permanent du Salon des Banques et PME de l'UEMOA



Pouvez-vous nous présenter brièvement l'historique et les objectifs du Salon des Banques et PME de l'UEMOA ?

Le Salon des Banques et PME de l'UEMOA (SBPME UEMOA) a été lancé il y a une décennie (Ouagadougou en 2015), dans un contexte, où le renforcement des liens entre les Banques et les petites et moyennes entreprises de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine, se faisait de plus en plus pressante. Il s'agissait également de renforcer la synergie entre acteurs pour promouvoir les solutions innovantes de financement et pour encourager les PME à produire et à transformer localement dans la perspective de dynamiser les échanges commerciaux, dans un contexte de la ZLECAf.

Je précise que dans notre contexte, le vocable Banque fait référence aux Etablissements de crédit, SFD, marché financier et autres acteurs financiers, tandis que le vocable PME désigne, les Micro, Petites et Moyennes Entreprises et Industries.

Durant 10 ans, le Salon s'est tenu sans discontinuité et de manière rotative dans les 8 pays de l'UEMOA, devenant une plateforme inclusive de rencontres privilégiées pour les banques, les institutions financières, les PME, les structures d'accompagnement, les agences publiques, les décideurs politiques et les partenaires au développement. Il a permis d'aborder des thématiques cruciales, notamment, sur les problématiques de financement et de développement des PME, la compétitivité, le Climat des affaires dans l'UEMOA, les réformes pour des PME innovantes et performantes, le numérique, le développement de l'économie locale, le Commerce intracommunautaire, les crises sécuritaire et sanitaire COVID-19, les mutations des économies africaines, la Transformation des économies africaines, l'impact des PME, les chaînes de valeurs, l'Accompagnement

des Associations et Organisations Professionnelles, et récemment, les Objectifs de Développement Durable (ODD). Par ailleurs, nous constatons que les PME qui constituent plus de 90% du tissu économique, ne collaborent pas suffisamment entre elles. Pourtant, les PME dans l'UEMOA disposent de plusieurs atouts, notamment, le partage en commun de la monnaie, la langue, la culture et des politiques économiques. Ce salon représente également une opportunité de visibilité pour les PME locales et un moyen de développer des partenariats stratégiques pour être assez solides et compétitives face à la concurrence internationale dans la conquête des marchés.

Notre plus grande fierté est d'avoir réussi le pari de tenir le salon dans tous les huit pays de l'UEMOA et de constater que depuis la première édition en 2015, le Salon s'est vite imposé comme un rendez-vous annuel incontournable à caractère sous-régional.

Je remercie sincèrement mes collaborateurs, nos bénévoles, les participants, les Etats et les partenaires qui se sont associés à l'aventure, dont la CCR UEMOA. Bientôt, le livre blanc des 10 ans du SBPME UEMOA sera présenté aux partenaires.

Pourquoi la Guinée-Bissau a-t-elle été choisie comme pays hôte de cette dixième édition ?

A l'entame, je voudrais témoigner ma gratitude à S.E. le Général Umaro Sissoco EMBALÓ, Président de la République de la Guinée-Bissau, pour son Haut patronage, et au Gouvernement de S.E. Rui Duarte De Barros, pour la participation effective aux travaux du Salon, témoignant ainsi, son intérêt pour la dynamisation des PME de la Guinée-Bissau. C'est le lieu de remercier également la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services et l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements financiers pour leur franche collaboration.

La tenue de la 10^{ème} édition du Salon à Bissau est historique. Le choix reflète à la fois l'importance stratégique du pays au sein de l'UEMOA, mais aussi son potentiel inexploité en termes de développement économique et de diversification. Ce choix marque l'aboutissement d'un cycle qui couvre l'ensemble des 08 Etats membres de l'UEMOA. Du fait de son caractère tournant, c'était le tour de la Guinée-Bissau, le seul pays lusophone, membre de l'UEMOA, d'organiser cette édition du Salon. Cela consolide ainsi notre objectif d'unir les acteurs économiques de la région dans une démarche inclusive et intégrée, et la réelle volonté de mettre en lumière les atouts du pays, de contribuer à son essor, et renforcer la coopération régionale. Par ailleurs, ce choix est aussi stratégique, c'était en alignement avec la vision des autorités, qui vise à faire de Bissau, un hub logistique et une Zone Économique Spéciale multisectorielle pour accueillir des activités de transformation de noix de cajou, de la mangue, des produits de la pêche, mais également des activités industrielles et touristiques.

Au-delà du potentiel économique considérable, dans le secteur de l'agriculture, la pêche, l'énergie, la culture, le tourisme, l'économie bleue, la Guinée-Bissau, avec sa culture de paix, et ses 87 îles et îlots, reste une destination attrayante et un trait d'union entre les pays de l'UEMOA et les pays lusophones.

En organisant le Salon à Bissau, nous contribuons à mettre en lumière ces atouts et encourager les investissements dans la production et la transformation locale, afin d'accroître la valeur ajoutée, de créer de la richesse et des emplois. De plus, cette initiative vise à intégrer davantage la Guinée-Bissau dans la dynamique économique régionale, en renforçant les échanges commerciaux et les partenariats avec les autres pays de l'UEMOA, dans un contexte de la ZLECAf.

Vous avez choisi la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) comme marraine de cette dixième édition. Comment le partenariat avec la CCR-UEMOA renforce-t-il la crédibilité et l'impact du Salon pour les participants ?

Permettez-moi de réitérer nos remerciements à la CCR UEMOA, et de traduire notre reconnaissance à sa Présidente, Madame Hélène Nosolini EMBALÓ, pour son leadership, son engagement et son implication dans l'organisation du Salon et la Table Ronde Investir en Guinée-Bissau. Comme vous le savez, la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA), en tant qu'organe consultatif de l'Union, joue un rôle essentiel dans la promotion du secteur privé et dans la mise en œuvre des politiques économiques de l'UEMOA. Son choix comme marraine de cette dixième édition a été déterminante pour le succès, et a véritablement contribué à renforcer la portée et l'impact du Salon. Au-delà du soutien institutionnel de la CCR UEMOA, son implication assure que les thématiques abordées lors du Salon sont alignées sur les priorités régionales, telles que l'inclusion financière, la transformation digitale et la compétitivité des PME.

Je saisis l'occasion pour remercier l'Union des Chambres de Commerce du Sénégal et le Conseil des Entreprises du Sénégal pour la forte délégation d'entrepreneurs ; remercier également les Chambres de Commerce du Burkina Faso, de la Guinée Conakry et de Casablanca-Settat du Maroc pour leur participation remarquable. Nous sommes convaincus que le soutien de la CCR UEMOA devra se poursuivre, notamment, pour l'institutionnalisation du Salon, et le plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations adoptées.

Quels résultats concrets avez-vous obtenus de cette édition pour les PME et les partenaires financiers ?

Quelques chiffres clés confirment que cette dixième édition a obtenu des résultats tangibles.

Plus de 3.000 visiteurs en 5 jours, dont 350 professionnels et 215 entreprises de 14 pays. Cela a permis que des partenariats commerciaux, techniques et financiers soient noués entre entreprises, réseaux d'entrepreneurs, banques et fonds de garanties.

106 rendez-vous formels en BtoB ont été organisés, permettant à un certain nombre d'entre elles de recevoir des propositions d'accompagnement financier et non financier. Nous avons également constaté un nombre d'accords de

collaboration signés, qui pourraient potentiellement se traduire par des investissements concrets.

En outre, plus de 200 personnes, jeunes, femmes et dirigeants d'entreprises ont acquis des connaissances pratiques immédiatement applicables à l'occasion des master class sur des thématiques clés tels que la transformation digitale, l'intelligence artificielle, l'inclusion financière et l'entrepreneuriat féminin.

Environ 80 exposants ont présenté leurs solutions, innovations et offres permettant de promouvoir leurs offres et services. Quant au Dîner GALA PME Awards, il a permis de reconnaître le mérite de plus de 34 lauréats. Pour les investissements, le Salon a été l'occasion de connaître les projets à fort potentiel, notamment grâce à la table ronde investir et la conférence ministérielle. La participation des Fonds de Garantie a permis de mettre en lumière des mécanismes de garantie pour renforcer la confiance des banques envers les PME et faciliter l'octroi de crédits.

Enfin, le salon a servi de catalyseur pour la discussion autour de politiques favorables aux PME, en rassemblant des décideurs, des investisseurs et des entrepreneurs pour échanger des idées et dessiner des trajectoires de développement.

Ces résultats illustrent l'impact concret du Salon sur le développement des PME et le renforcement de l'écosystème financier en Guinée-Bissau et dans l'ensemble de la région UEMOA.

Un message final pour encourager la participation des acteurs économiques aux prochaines éditions du Salon ?

Depuis toujours, l'Afrique a toujours œuvré pour sa souveraineté économique, et il appartient à tous, acteurs, communautés, organisations, de contribuer au développement de notre beau Continent. Cela devrait se faire avec les PME, qui sont les moteurs de la croissance et de la transformation de nos économies, de la création d'emplois et de richesse.

Le Salon des Banques et des PME de l'UEMOA n'est plus seulement un événement, mais un rendez-vous unique pour connecter les acteurs économiques de l'espace UEMOA et au-delà. Depuis son lancement en 2015, malgré les multiples contraintes, le salon parcourt des capitales politiques et économiques emblématiques, réunissant des entrepreneurs, des banquiers, des investisseurs et décideurs politiques. Il s'est imposé comme une plateforme panafricaine et inclusive pour nouer des partenariats stratégiques, découvrir des solutions novatrices et connaître les tendances du secteur. Dix ans, c'est important dans la vie d'une organisation. Je lance donc un appel aux Décideurs politiques, aux institutions communautaires, aux Banques, Entrepreneurs, Chambres Consulaires, Patronats et aux Structures d'accompagnement, pour travailler ensemble à enrichir davantage cette belle aventure. Les regards sont désormais tournés vers la 11^{ème} Edition, plus innovantes et inclusives, pour connecter les PME dans un contexte de la ZLECAf.

La 26^{ème} Assemblée Générale de la CCR-UEMOA : Un cap décisif pour le secteur privé communautaire

Le 19 décembre 2024, la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) a tenu, par visioconférence, la 26^{ème} session de son Assemblée Générale Ordinaire. Cette rencontre annuelle a constitué une plateforme stratégique pour évaluer les progrès réalisés et adopter de nouvelles mesures en faveur du secteur privé communautaire.

La cérémonie d'ouverture, présidée par **Madame Hélène NOSOLINI EMBALO**, Présidente de la CCR-UEMOA, a été rehaussée par la participation de **Monsieur Paul Koffi KOFFI**, Commissaire en charge du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN). Aux côtés des membres élus de la CCR-UEMOA, deux cadres du DEMEN et l'équipe technique des Services Administratifs de l'Institution ont pris part à cette session.

Dans son discours d'ouverture, Madame la Présidente a salué l'engagement constant des membres et des partenaires, notamment la Commission de l'UEMOA, pour leur appui indéfectible au développement du secteur privé communautaire. Monsieur Paul Koffi KOFFI a, quant à lui, exprimé la gratitude de l'Union envers les acteurs du secteur privé pour leur contribution à l'intégration régionale et réaffirmé la volonté des Autorités sous-régionales à les accompagner davantage.

Au cours de cette session, plusieurs points importants ont été examinés et validés. Parmi ceux-ci figurent les conclusions et recommandations des travaux des Commissions Techniques et Ad'hoc, le rapport d'activités ainsi que le rapport financier, mettant notamment l'accent sur les cotisations.

L'Assemblée Générale a également passé en revue les rapports des missions du Comité d'Audit de Conformité (CAC) et du Comité de Suivi et de Pilotage (CSP) du Plan d'Actions de la Mandature 2024-2027. Elle a ensuite adopté le Plan d'Actions et le Budget de l'année 2025, marquant ainsi un nouveau tournant dans la dynamique de renforcement de la compétitivité des entreprises de l'Union.

Les présentations des Commissions Techniques ont permis de faire le point sur les thématiques abordées au cours de l'année 2024. Des thèmes importants comme la compétitivité industrielle, la libre circulation, et l'harmonisation fiscale. Les membres ont adopté les conclusions présentées, insistant sur des projets structurants pour 2025, notamment une étude approfondie sur le secteur informel.

C'est ainsi que la Commission Ad'hoc « Lobbying et Partenariat » a exposé ses priorités pour la mandature

2024-2027, tandis que la Commission « Entrepreneuriat Féminin, Jeunes, Digital et Durabilité » a présenté le projet « Talents UEMOA », axé sur le soutien aux femmes entrepreneures.

Par ailleurs, la gestion budgétaire de l'exercice 2024 a été jugée satisfaisante, avec une exécution conformément aux règlements financiers de l'UEMOA. Une révision à la hausse des cotisations des Organisations membres a également été adoptée.

Un plan ambitieux pour 2025

Le Plan d'Actions adopté pour l'année 2025 s'inscrit dans une vision de continuité et d'innovation. Il prévoit de focaliser les efforts sur le développement de partenariats commerciaux, la mise en place de mécanismes de financement adaptés aux besoins des entreprises, tout en promouvant l'entrepreneuriat, l'innovation et le respect des normes.

Ce programme ambitieux répond aux aspirations de renforcement de la résilience des entreprises face aux défis actuels et futurs, tout en consolidant leur rôle dans le processus d'intégration économique de l'UEMOA.

En conclusion, cette 26^{ème} session a été le théâtre de décisions stratégiques qui renforceront l'ancrage du secteur privé dans le processus d'intégration de l'UEMOA. La CCR-UEMOA confirme ainsi son rôle moteur dans la promotion du secteur privé et le développement économique de l'Union.



La Présidente de la CCR-UEMOA renforce les alliances stratégiques



Depuis son élection en mai 2024, la Présidente de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA (CCR-UEMOA) a fait du renforcement des synergies avec les institutions partenaires une priorité essentielle de son mandat. Animée par une volonté résolue d'accélérer l'atteinte des objectifs de l'Institution, elle a entrepris une série d'actions stratégiques visant à mobiliser les acteurs clés capables de soutenir le développement du secteur privé communautaire.

Dans cette dynamique, elle a multiplié les rencontres avec les autorités politiques des États membres, les instances dirigeantes de la Commission de l'UEMOA ainsi que les représentants du secteur privé. Convaincue que le dialogue et la coopération sont des leviers fondamentaux pour un développement harmonieux, elle a également engagé des discussions avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), plaidant en faveur d'un soutien accru à la CCR-UEMOA et à son programme ambitieux.

Dans le cadre de cette démarche proactive, la Présidente de la CCR-UEMOA a participé, du 5 au 9 décembre 2024 à Rio de Janeiro, au Brésil, au Sommet des Affaires de la Confédération des Entreprises de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CE-CPLP) et du Brésil. Cette rencontre d'envergure a été marquée par la signature, le 6 décembre 2024, d'un Protocole d'Accord de Coopération entre la CCR-UEMOA et la CE-CPLP. Cet accord stratégique ouvre la voie à une collaboration durable entre les deux zones économiques et vise à favoriser le développement de courants d'affaires entre les opérateurs économiques ouest-africains et ceux des pays membres de la CPLP, renforçant ainsi les opportunités de croissance et d'investissement.

La CE-CPLP regroupe les organisations du secteur privé de neuf États membres : l'Angola, le Brésil, le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Guinée Équatoriale, le Mozambique, le Portugal, Sao Tomé-et-Principe et le Timor-Leste. En tant qu'acteur clé de l'intégration économique régionale, la CE-CPLP apporte des solutions innovantes aux défis économiques grâce à l'implication de son secteur privé.

Poursuivant son engagement en faveur du dialogue institutionnel et du renforcement des collaborations, la Présidente de la CCR-UEMOA a, en février 2025, profité de son séjour à Lomé pour effectuer une visite de courtoisie auprès du Représentant Résident de l'UEMOA, Monsieur Alioune SENE. Cette rencontre a permis de présenter les grandes orientations de la mandature 2024-2027 et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration entre les deux structures, dans une logique de complémentarité et d'efficacité au service des acteurs économiques de la région.

Dans le même esprit, elle a reçu en audience une délégation du Comité Interparlementaire de l'UEMOA (CIP-UEMOA), conduite par son Président par intérim, Monsieur Cheick Ahmed Fononna COULIBALY. Cette réunion a été l'occasion d'échanger sur les priorités de la mandature et d'envisager des perspectives de coopération entre les deux organes de l'Union.

Par son engagement et son dynamisme, la Présidente de la CCR-UEMOA s'inscrit dans une approche proactive visant à consolider les acquis de l'Institution tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour les acteurs économiques de l'espace UEMOA. En multipliant les concertations avec les parties prenantes et en mobilisant les ressources nécessaires à la mise en œuvre des projets structurants, elle œuvre pour un secteur privé plus fort, plus résilient et pleinement intégré à l'économie sous-régionale.



Interview de Madame Maria CHEHAD, vice-Présidente de l'Association les femmes à activités économiques en Guinée-Bissau



Madame la Vice-Présidente, pouvez-vous nous parler brièvement de l'Association des femmes à activités économiques en Guinée-Bissau et de sa mission ?

L'Association des Femmes à activités économiques (AMAE) a été fondée en 1992 pour promouvoir et renforcer l'entrepreneuriat féminin en Guinée-Bissau. Avec plus de 7 000 membres répartis au sein de 297 associations, elle a su évoluer pour répondre aux défis croissants du secteur. En 2014, elle a pris une nouvelle dimension en se structurant en Confédération, devenant ainsi un acteur incontournable du développement économique et social des femmes.

Son engagement repose sur l'autonomisation économique des femmes à travers le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales, la promotion de l'accès aux opportunités économiques et la défense de leurs droits dans les instances décisionnelles. L'AMAE se distingue par son indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et religieux, un positionnement essentiel dans un pays marqué par l'instabilité.

Présente dans des secteurs clés tels que l'agriculture, la pêche artisanale, le commerce et l'artisanat, la Confédération joue un rôle moteur dans l'inclusion des femmes dans l'économie nationale et régionale. Grâce à la mobilisation et à l'expertise de ses membres, elle s'est imposée comme une force de proposition et d'action pour une meilleure reconnaissance du rôle des femmes dans le développement de la Guinée-Bissau.

Quels sont les principaux défis que rencontrent les femmes entrepreneures en Guinée-Bissau aujourd'hui ?

Les femmes entrepreneures font face à plusieurs défis, notamment :

- l'Accès limité à des financements adaptés à leurs besoins, car les banques du pays sont commerciales et les taux d'intérêt sont très élevés, sans compter les garanties bancaires que les femmes doivent fournir ;
- le manque de formation technique et de gestion d'entreprise ;
- les infrastructures insuffisantes, comme les routes et les systèmes de transport, qui freinent la commercialisation des produits ;
- les normes sociales et culturelles qui restreignent parfois leur pleine participation à l'économie ;
- l'absence ou la faiblesse des protections sociales et des mécanismes d'assurance.

Comment l'Association soutient-elle les femmes dans le développement de leurs activités économiques ?

L'association soutient les femmes par le biais de projets financés par ses partenaires de développement dans les domaines suivants :

- des formations en gestion d'entreprise et en techniques spécifiques à leurs secteurs d'activités ;
- appui à l'accès au crédit, par le biais de caisses de résilience communautaires et de la création de coopératives ou de banques de microfinances locales ;
- la mise en réseau des entrepreneures pour partager des expériences et des opportunités ;
- le plaidoyer auprès des institutions publiques et privées pour des politiques favorables aux femmes.

Quelle est l'importance du soutien institutionnel et des partenariats régionaux comme la CCR-UEMOA pour votre association ?

Le soutien institutionnel et les partenariats régionaux, comme celui avec la CCR-UEMOA, sont cruciaux pour notre association. Ils permettent d'accéder à des financements, d'élargir nos réseaux, et d'intégrer nos actions dans des dynamiques régionales qui renforcent nos capacités et notre visibilité. Ces partenariats nous offrent aussi l'opportunité de contribuer aux initiatives régionales visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

Quels sont les projets ou les objectifs futurs de l'Association pour les prochaines années ?

Nos projets futurs incluent :

- La création d'un centre de formation dédié à l'entrepreneuriat féminin ;
- Le renforcement des mécanismes de financement pour les petites entreprises dirigées par des femmes ;
- La promotion de chaînes de valeur inclusives dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche artisanale ;
- La sensibilisation sur les droits économiques et sociaux des femmes, notamment à travers des campagnes nationales et régionales.

Quel message souhaiteriez-vous adresser aux femmes entrepreneures de la zone UEMOA ?

À toutes les femmes entrepreneures de la zone UEMOA, je dirais : continuez à croire en vos capacités et à persévérer malgré les obstacles. Unissez-vous, partagez vos expériences et soutenez-vous mutuellement. Ensemble, nous avons le pouvoir de transformer nos communautés et de contribuer à une économie régionale plus inclusive et durable. N'oubliez pas que les défis sont des opportunités déguisées pour innover et progresser.



Interview de Madame Hadiza Djaló, promotrice du centre HAMAR



Pouvez-vous vous présenter et nous parler de votre parcours avant la création du Centre de l'Éducation Infantile HAMAR ?

Je m'appelle Hadiza Djaló, je suis bissau-guinéenne, mais j'ai fait la plupart de mes études à Lisbonne, au Portugal. Je suis diplômée en Relations Internationales de l'Université Technique de Lisbonne. Dès que j'ai terminé mes études, j'ai décidé de retourner dans mon pays, car à l'époque, même si j'étais très jeune, je savais que mon objectif était en phase avec les besoins de mon pays et que je pourrais y être utile. À mon retour, j'ai travaillé dans différentes institutions, aussi bien dans le secteur privé que public. Depuis 2014, je suis employée au Bureau de liaison de l'Union africaine en Guinée-Bissau.

Qu'est-ce qui vous a inspiré à fonder ce centre et pourquoi avez-vous choisi le domaine de l'éducation infantile ?

Chaque initiative naît d'un rêve et d'un besoin.

Le Centre d'éducation Hamar est né dans le cœur d'une mère, à un moment où de nouvelles priorités ont émergé : l'éducation, le bien-être et l'avenir des enfants.

Le processus de changement et de transformation sociale que nous souhaitons commence avant tout par ce que nous transmettons aux enfants, jusqu'à ce qu'ils puissent, à leur tour, faire la différence.

Dans cette perspective, une lumière s'est allumée, révélant que la voie à suivre serait d'investir dans une éducation de qualité, associée à des pratiques pédagogiques plaçant les enfants au cœur du processus et favorisant une croissance harmonieuse, saine et surtout heureuse.

Quels sont les objectifs et la mission du Centre HAMAR ?

En tant qu'initiative privée dans le domaine de l'éducation, le CEI Hamar a été créé avec pour mission de semer des graines afin de faire éclore des esprits. Autrement dit, la transformation commence par une petite graine, et ce que nous cultivons aujourd'hui déterminera ce que nous récolterons demain.

Investir dans l'éducation de la petite enfance signifie collaborer activement à l'apprentissage et à l'épanouissement d'enfants

en bonne santé physique et mentale, créatifs et compétents, qui deviendront, à l'avenir, des citoyens capables de contribuer de manière consciente et durable au développement économique et social de la Guinée-Bissau.

Afin que cette transformation soit globale et efficace, nous intervenons sur trois axes :

- éducation de la petite enfance : nous proposons un service de crèche et d'éducation préscolaire pour les enfants de 1 à 5 ans ;
- activités extrascolaires : nous offrons des activités visant le développement de compétences spécifiques, telles que la natation, la musique, la danse, et bien d'autres, destinées aux enfants plus âgés qui sont scolarisés dans d'autres établissements ;
- ateliers et workshops thématiques : nous organisons des sessions autour de la gastronomie, de l'art, de la culture, de la découverte du monde, entre autres sujets, à destination des enfants comme des adultes. Les programmes dédiés aux parents visent à renforcer le lien affectif et à offrir des moments de qualité inoubliables.

Notre objectif est d'accompagner les enfants dans un développement holistique et une formation complète à travers des activités qui, généralement, ne sont pas explorées dans les écoles. Ces activités visent à stimuler aussi bien les compétences physiques que l'intelligence émotionnelle et la pensée critique.

Quels défis avez-vous rencontrés en lançant ce projet, et comment les avez-vous surmontés ?

Notre pays est confronté à plusieurs défis structurels. En tant que projet porté par de grandes responsabilités et axé non seulement sur une éducation de qualité, mais aussi sur le développement de compétences et d'aptitudes encore peu exploitées dans nos écoles, le CEI Hamar a dû surmonter de nombreux obstacles pour se renforcer. Je vais en évoquer deux des principaux défis auxquels nous avons fait face :

1. Manque de professionnels qualifiés

La constitution de notre équipe pour la crèche et le jardin d'enfants a nécessité du temps, beaucoup de dévouement et un investissement important dans la formation de nos ressources humaines. Aujourd'hui, nous avons des collaborateurs qui travaillent de manière dynamique et visionnaire dans leurs domaines de compétence.

Concernant les activités extrascolaires et les ateliers, nous cherchons toujours à concilier le programme du CEI Hamar avec les ressources humaines disponibles, en privilégiant des professionnels qualifiés, intéressés et répondant aux exigences du projet. Heureusement, au fil du temps, nous avons noué des collaborations enrichissantes et rencontré des professionnels passionnés et engagés dans l'éducation de la petite enfance.

2. Résistance culturelle

Le CEI Hamar introduit un concept innovant et structuré pour l'occupation du temps libre des enfants, en leur offrant des opportunités de développement de compétences sportives,

artistiques, culturelles et musicales, qui sont rarement explorées dans les écoles.

Malheureusement, dans le contexte de la Guinée-Bissau, ces activités extrascolaires sont encore perçues comme un luxe. De nombreux parents privilégient les cours particuliers, estimant cet investissement plus justifié. Cela montre qu'ils n'ont pas encore une perception claire des bénéfices de ces activités pour le développement global des enfants. Ce contexte complique l'adhésion des familles, rendant les revenus irréguliers et affectant le bon fonctionnement de nos services.

Toutefois, grâce à notre résilience, notre créativité et de solides partenariats, nous avons découvert des talents incroyables correspondant au profil du CEI Hamar. Nous avons également réussi à mobiliser certains parents, ce qui contribue à faire de cette initiative une référence. Nous œuvrons pour garantir aux enfants un espace accueillant, sécurisé, inclusif et culturellement enrichissant, leur permettant de grandir et de s'épanouir pleinement.

Quel est votre regard sur l'entrepreneuriat féminin en Guinée-Bissau et plus largement dans la sous-région ?

L'entrepreneuriat féminin en Guinée-Bissau est un reflet de la résilience et de la détermination des femmes, surtout dans un contexte dominé par les hommes. Malgré les défis structurels, de nombreuses femmes guinéennes sont à la tête de petites entreprises, de coopératives et d'initiatives qui stimulent le développement local.

Dans notre pays, comme dans le reste de la sous-région, le secteur informel compte un nombre considérable de femmes, en particulier dans le commerce et l'agriculture, assurant ainsi la subsistance de milliers de familles. Il est donc essentiel de promouvoir des projets visant à former et à soutenir les femmes entrepreneurs.

Actuellement, de nombreuses femmes, notamment celles ayant un niveau de littératie plus élevé, explorent de nouveaux domaines tels que la technologie, le tourisme et l'éducation, apportant ainsi une plus grande diversité au marché.

C'est dans ce contexte que l'entrepreneuriat joue un rôle important dans la diversification économique, en favorisant l'émergence d'investissements privés dans des secteurs alternatifs. C'est pourquoi, il est essentiel d'y investir, en particulier dans l'entrepreneuriat féminin, afin de renforcer l'économie tout en promouvant une société plus équilibrée.

Soutenir les femmes, c'est garantir un avenir plus prospère pour la Guinée-Bissau et pour l'Afrique.

Quels conseils donneriez-vous aux femmes qui souhaitent entreprendre, en particulier dans le domaine de l'éducation ?

Le Centre d'éducation Hamar, en tant qu'entreprise dans le domaine de l'éducation est la preuve que l'entrepreneuriat peut dynamiser l'éducation, grâce à l'adoption de méthodologies d'enseignement modernes adaptées à la réalité du pays et peut également contribuer à la formation du capital humain avec le développement de compétences socio-émotionnelles, de créativité et d'innovation.

L'émergence d'institutions comme la nôtre génère également un effet multiplicateur car elle encourage d'autres

entrepreneurs à investir non seulement dans le domaine de l'éducation mais aussi dans des services complémentaires, ce qui crée un écosystème économique auquel les différentes petites entreprises locales telles que les fournisseurs de matériel scolaire, d'uniformes, le secteur alimentaire, les services de transport scolaire, etc. peuvent en profiter.

Par exemple, nous avons collaboré avec Delicias Nanghai, une entreprise spécialisée dans l'industrie alimentaire, qui s'occupe de la cantine de notre école. Les uniformes des enseignants et des enfants ont été conçus par Ayo graduations. Nos meubles ont été conçus par des artisans locaux. Nous avons également collaboré avec la société de sécurité Vigi+. De plus, nous avons déjà reçu des parrainages de la société MAE EVENTOS (qui produit les délicieux yaourts Zah Cossam) et du groupe Ideal Service de ZANDA Cuino pour la collation d'un atelier (la majorité de ces entreprises mentionnées sont dirigées par des femmes, à l'exception des artisans et de l'entreprise de sécurité).

Donc, l'objectif est de démontrer l'importance d'établir une relation de partenariat et de soutien, ce qui renforce l'économie locale, génère des bénéfices mutuels et favorise le développement durable.

En conclusion, nous, les femmes, sommes courageuses, et lorsque nous entreprenons quelque chose, nous le faisons bien. C'est pourquoi j'encourage vivement une plus grande participation des femmes dans le domaine de l'éducation, car la construction d'un avenir prospère dépend de nous.

Quels sont vos projets futurs pour le Centre HAMAR ? Avez-vous des ambitions d'expansion ou de nouveaux services à proposer ?

J'ai l'habitude de dire que le CEI Hamar n'est pas seulement un projet, mais un mouvement de transformation de l'avenir de la Guinée-Bissau. Cela signifie que, derrière tout le processus éducatif, se trouve une série d'actions visant le bien-être, les loisirs et le divertissement des familles guinéennes, afin de les accompagner dans l'évolution du monde.

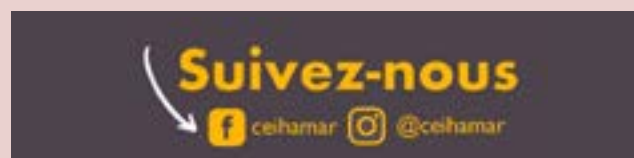
C'est donc un projet ambitieux, et nous espérons pouvoir compter sur le soutien de tous.

Comment conciliez-vous votre vie personnelle et votre engagement entrepreneurial ?

Au début, il n'a pas été facile de tout concilier. En plus d'être fonctionnaire de l'UA en Guinée-Bissau, je suis aussi mère de deux enfants, ce qui rendait le défi encore plus grand.

Cependant, le processus de création du Centre Hamar a pris plus de forme pendant la période de confinement due à la COVID-19. Cette pause a été une opportunité pour me consacrer plus en profondeur aux recherches et à la concrétisation de mon projet.

Pour assurer une base solide au projet, j'ai investi et bénéficié du soutien de consultants spécialisés, qui ont joué un rôle essentiel dans la structuration de ce qu'est aujourd'hui le CEI Hamar.



Interview de Monsieur Ismael Pereira, Coordinateur Général du Centre Kau Criar



Monsieur Pereira, pour commencer, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le Centre Kau Criar et sur son rôle dans le développement de l'entrepreneuriat en Guinée-Bissau ?

Kau Criar – Centre d'Innovation, d'Entrepreneuriat et d'Opportunités a été créé par le PNUD en septembre 2023, en collaboration avec des acteurs de l'écosystème entrepreneurial du pays. Parmi les cofondateurs figurent Impact Hub Bissau, également responsable de la gestion du centre, le CIDE – Centre d'Incubation et de Développement des Entreprises, et l'IRMEC – Incubateur Régional des Petites et Moyennes Entreprises. Kau Criar joue un rôle essentiel en regroupant les efforts des incubateurs et des initiatives de renforcement des entreprises au sein d'un même espace, facilitant ainsi la collaboration entre les entités et servant de pont entre les acteurs locaux et les partenaires nationaux et internationaux pour dynamiser l'environnement des affaires.

Quelles ont été les motivations principales derrière la création de ce centre, et comment avez-vous vu son évolution depuis sa mise en place ?

Tout au long de ma participation au processus de co-création du centre, il est devenu évident que la principale raison de sa création était de mettre à disposition un espace physique et virtuel pour rassembler tous les acteurs de l'écosystème entrepreneurial. L'objectif est d'assurer le soutien nécessaire, en particulier aux entrepreneurs, en promouvant l'innovation et en contribuant au développement socio-économique du pays. En effet, au cours de la première année d'existence, une évolution significative a été observée, avec la réalisation de plus de 36 événements internes et externes axés sur la connexion, le développement collectif et les actions sociales. De plus, plus de 80 startups ont été formées, et la communauté physique et virtuelle compte déjà plus de 5 000 membres.

Le Centre Kau Criar se distingue par son approche innovante en matière

Comment le centre collabore-t-il avec les acteurs locaux (start-ups, entreprises, institutions) pour renforcer l'écosystème entrepreneurial ?

Le centre met à disposition des espaces de coworking pour les acteurs locaux, facilitant ainsi le travail et l'organisation d'événements. En outre, il propose le programme «Clinique Entrepreneuriale», qui comprend des formations pour les entrepreneurs, des cours intensifs de courte durée, la recherche d'opportunités de programmes et de financements, et soutient la mise en œuvre de ces initiatives à travers les incubateurs.

Quels sont les principaux défis auxquels vous avez dû faire face lors de la mise en place du centre, et comment avez-vous réussi à les surmonter ?

Les principaux défis ont été d'introduire de nouvelles approches pour le fonctionnement du centre, notamment la mise à disposition de services de location d'espaces de travail et d'événements pour les acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Étant des approches innovantes dans le contexte local, l'acceptation initiale a été difficile. Cependant, des ajustements ont été apportés à la programmation, intégrant ces offres à des activités permettant aux personnes d'expérimenter l'espace et d'en percevoir les avantages, notamment à travers des programmes d'industrie créative avec des enfants, des événements communautaires et des programmes de formation. Ces adaptations ont conduit à une plus grande acceptation de l'espace par le public, qui s'est aujourd'hui imposé comme un centre de référence pour les événements et les programmes d'entrepreneuriat dans le pays. Sans oublier de mentionner la rareté des infrastructures dans le pays, l'un des principaux défis a été de trouver un espace pour l'implantation du centre, ainsi que le coût élevé du loyer, qui reste un défi majeur pour assurer la durabilité du centre.

En tant que leader de ce projet, comment voyez-vous les opportunités d'avenir pour les entrepreneurs de Guinée-Bissau et de la région UEMOA dans les années à venir ?

En effet, la Guinée-Bissau, comparée aux autres pays membres de l'UEMOA, est en retard en matière d'entrepreneuriat. Cependant, au cours des cinq dernières années, un mouvement significatif a été observé pour améliorer l'environnement des affaires et promouvoir l'entrepreneuriat. L'émergence de nouveaux espaces et initiatives, tant gouvernementaux que soutenus par des partenaires internationaux, ouvre des perspectives prometteuses pour le renforcement du secteur. Ces changements encouragent non seulement l'esprit d'entreprise, mais favorisent également la connexion et les échanges entre les opérateurs de la zone UEMOA, facilitant ainsi l'application concrète des lignes directrices de la communauté en vue d'un environnement des affaires plus dynamique et intégré.

Quel type de soutien pratique le Centre Kau Criar offre-t-il aux entrepreneurs locaux ? Est-ce principalement un accompagnement en termes de financement, de formation, ou d'accès à des réseaux ?

Location d'espaces de travail et d'événements : nous offrons des environnements inspirants et bien équipés pour le coworking, les réunions, les formations, les ateliers et les événements de networking, offrant ainsi des connexions précieuses et des opportunités de collaboration.

Programmes d'incubation et d'accélération des startups : nous accompagnons les entrepreneurs à toutes les étapes de leur entreprise, avec un mentorat spécialisé, des formations techniques et l'accès à un réseau de partenaires stratégiques, afin de stimuler la croissance et la consolidation des startups.

Soutien à la recherche de financement : nous aidons à la préparation des plans d'affaires, à la présentation de projets aux investisseurs et à l'identification des opportunités de financement, facilitant ainsi l'accès aux ressources essentielles pour le développement et la durabilité des initiatives.

Programmes de formation : des cycles de formation pour les entrepreneurs ainsi que pour les collaborateurs publics et privés.

Selon vous, quels sont les secteurs les plus prometteurs pour l'entrepreneuriat en Guinée-Bissau aujourd'hui ?

Technologie, un moteur essentiel pour l'innovation et la transformation numérique, capable d'améliorer l'efficacité, de créer des solutions intelligentes pour les défis sociaux et économiques, et d'ouvrir des portes vers de nouveaux marchés mondiaux. Investir dans la technologie favorise la compétitivité, facilite l'accès à l'information et connecte les communautés à un monde de possibilités.

Agriculture, la base de la sécurité alimentaire et de la durabilité locale, avec un potentiel pour générer des emplois, renforcer les économies communautaires et valoriser les ressources naturelles. Investir dans des techniques agricoles modernes, des pratiques régénératives et des chaînes de valeur intégrées contribue à augmenter la productivité, réduire les déchets et améliorer la qualité de vie des populations rurales.



En combinant ces deux secteurs, il est possible de construire des écosystèmes plus résilients, en impulsant le progrès socio-économique grâce à des solutions technologiques appliquées au secteur agricole, en favorisant l'inclusion numérique et l'autonomie des communautés.

Quels sont les prochains projets ou collaborations que vous envisagez pour élargir l'impact de Kau Criar au-delà des frontières de la Guinée-Bissau ?

Actuellement, nous nous concentrons sur la stabilisation des activités du centre, en consolidant les bases pour une croissance durable. Dans un avenir proche, nous aspirons à étendre nos actions à tout le pays, en dépassant les frontières de Bissau et en atteignant des communautés dans différentes régions. Parallèlement, nous cherchons à développer un programme translocal, qui favorise l'échange de connaissances entre les entrepreneurs locaux et ceux d'autres pays de la région. Cela sera facilité par des foires commerciales, des événements de connexion et des activités collaboratives, encourageant le partage des bonnes pratiques et le renforcement des relations de coopération, impulsant ainsi la création d'un écosystème entrepreneurial plus intégré et dynamique.

Enfin, quels conseils donneriez-vous aux entrepreneurs émergents de Guinée-Bissau et de la zone UEMOA qui souhaitent réussir dans l'écosystème actuel ?

Nous croyons que l'impact n'est pas généré par une action isolée, mais par un effort collectif. C'est pourquoi nous encourageons tous les acteurs à repenser leur approche de la concurrence, tant au niveau local que sous-régional. Il est essentiel de nous voir comme des partenaires, en créant des espaces de collaboration avec des bénéfices mutuels. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions atteindre la durabilité, combler les lacunes dans chaque territoire et contribuer à la construction d'un écosystème sous-régional plus fort et plus résilient.

Kau Criar

TRABALHE EM UM AMBIENTE INSPIRADOR!



- ✓ Ambiente moderno e acolhedor
- ✓ Internet de alta velocidade
- ✓ Sala de reunião equipada
- ✓ Eventos de networking e workshops

AGENDA

Événements de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA

Le 13 mars par Visioconférence	Première réunion du Bureau
Du 09 au 11 avril à Ouagadougou	Première réunion de la Commission Technique des Politiques Sectorielles de l'Union
Du 14 au 16 avril à Ouagadougou	Atelier de validation de l'étude de faisabilité sur le dispositif de financement des Très Petites ou Micro Entreprises (TPE), et Moyennes Entreprises ou Industries (PME/PMI), Entreprises Artisanales et Structures Agro-sylvo-pastorales assis sur les Caisses des Dépôts et de Consignations ou organismes assimilés
Du 28 au 30 avril à Lomé	Première réunion de la Commission Technique des Politiques Communes de l'Union
Du 13 au 15 mai à Abidjan	Première réunion de la Commission Technique des Affaires Générales et Institutionnelles
Du 20 au 22 mai à Lomé	Séminaire de formation des membres de la CCR-UEMOA sur les textes communautaires et le fonctionnement des différents Organes de l'Union

AUTRES ÉVÉNEMENTS

Du 23 avril au 4 mai à Lomé	Quatrième édition du Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO)
Du 09 au 11 mai à Lomé	Dixième édition du Festival de l'Immobilier (FestImmo)
Les 12 et 13 mai à Abidjan	Africa CEO Forum 2025